



Informations de base	
<p>2013/0422(NLE)</p> <p>NLE - Procédures non législatives Décision</p>	Procédure terminée
<p>Arrangement UE/Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile</p> <p>Subject</p> <p>6.40.01 Relations avec les pays de l'EEE/AELE 7.10.06 Asile, réfugiés, personnes déplacées; Fonds «Asile, migration et intégration» (AMIF) 8.40.08 Agences et organes de l'Union</p> <p>Zone géographique</p> <p>Suisse</p>	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures	METSOLA Roberta (PPE)	15/07/2014
		Rapporteur(e) fictif/fictive GUILLAUME Sylvie (S&D) KIRKHOPE Timothy (ECR) WIKSTRÖM Cecilia (ALDE) VERGIAT Marie-Christine (GUE/NGL) LAMBERT Jean (Verts/ALE)	
	Commission au fond précédente	Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures		
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
BUDG Budgets	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
JURI Affaires juridiques	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		

	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Commission pour avis précédente</th> <th>Rapporteur(e) pour avis précédent(e)</th> <th>Date de nomination</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>AFET Affaires étrangères</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>DEVE Développement</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>BUDG Budgets</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Commission pour avis précédente	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination	AFET Affaires étrangères			DEVE Développement			BUDG Budgets		
Commission pour avis précédente	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination											
AFET Affaires étrangères													
DEVE Développement													
BUDG Budgets													
Conseil de l'Union européenne	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Formation du Conseil</th> <th>Réunions</th> <th>Date</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Affaires générales</td> <td>3292</td> <td>2014-02-11</td> </tr> <tr> <td>Justice et affaires intérieures(JAI)</td> <td>3450</td> <td>2016-02-25</td> </tr> </tbody> </table>	Formation du Conseil	Réunions	Date	Affaires générales	3292	2014-02-11	Justice et affaires intérieures(JAI)	3450	2016-02-25			
Formation du Conseil	Réunions	Date											
Affaires générales	3292	2014-02-11											
Justice et affaires intérieures(JAI)	3450	2016-02-25											
Commission européenne	<table border="1"> <thead> <tr> <th>DG de la Commission</th> <th>Commissaire</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Migration et affaires intérieures</td> <td>MALMSTRÖM Cecilia</td> </tr> </tbody> </table>	DG de la Commission	Commissaire	Migration et affaires intérieures	MALMSTRÖM Cecilia								
DG de la Commission	Commissaire												
Migration et affaires intérieures	MALMSTRÖM Cecilia												

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
10/12/2013	Document préparatoire	COM(2013)0862 	Résumé
19/03/2014	Publication de la proposition législative	18079/2013	Résumé
03/07/2014	Annnonce en plénière de la saisine de la commission		
23/11/2015	Vote en commission		
30/11/2015	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A8-0345/2015	Résumé
15/12/2015	Décision du Parlement	T8-0424/2015	Résumé
15/12/2015	Résultat du vote au parlement		
25/02/2016	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
25/02/2016	Fin de la procédure au Parlement		
11/03/2016	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2013/0422(NLE)
Type de procédure	NLE - Procédures non législatives

Sous-type de procédure	Approbation du Parlement
Instrument législatif	Décision
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 078-p2 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 218-p6a Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 074
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	LIBE/8/00282

Portail de documentation



Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE541.427	24/10/2014	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A8-0345/2015	30/11/2015	Résumé
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T8-0424/2015	15/12/2015	Résumé

Conseil de l'Union

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document annexé à la procédure	18078/2013	04/02/2014	
Document de base législatif	18079/2013	19/03/2014	Résumé

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document préparatoire	COM(2013)0862 	10/12/2013	Résumé
Document annexé à la procédure	COM(2013)0870 	10/12/2013	

Informations complémentaires

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final

Décision 2016/0350 JO L 065 11.03.2016, p. 0061	Résumé
--	--------

Arrangement UE/Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile

2013/0422(NLE) - 10/12/2013

OBJECTIF : conclure un arrangement avec la Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : le [règlement \(UE\) n° 439/2010](#) a porté création du Bureau européen d'appui en matière

d'asile afin de renforcer la coopération pratique entre les États membres en matière d'asile, d'améliorer la mise en œuvre du régime d'asile européen commun et de soutenir les États membres dont les régimes d'asile et d'accueil sont soumis à des pressions particulières.

L'article 49, par. 1, de ce règlement dispose que le Bureau d'appui est ouvert à la participation, en qualité d'observateurs, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège et de la **Suisse**. Des arrangements pouvaient donc être élaborés pour définir notamment la nature, l'étendue et les modalités de la participation de ces pays aux travaux du Bureau d'appui.

La participation de ces pays apporterait une valeur ajoutée manifeste aux activités de soutien du Bureau d'appui, dont:

- l'échange de bonnes pratiques et de compétences,
- l'assistance permanente et en cas d'urgence,
- la collecte et l'analyse d'informations,
- le système d'alerte précoce et de préparation.

C'est sur cette base que la Commission a présenté, le 1^{er} juillet 2011, une recommandation au Conseil tendant à ce que celui-ci l'autorise à ouvrir des négociations avec l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein en vue de la conclusion d'accords internationaux instituant de tels arrangements.

Le 27 janvier 2012, la Commission a reçu l'autorisation du Conseil d'ouvrir des négociations avec l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein concernant des arrangements relatifs aux modalités de participation de ces pays au Bureau d'appui.

Les négociations ont été menées conjointement avec tous les pays associés. Quatre cycles de négociations ont eu lieu.

Le texte final du projet d'arrangement avec la Suisse a été paraphé le 28 juin 2013.

Il convient maintenant d'approuver l'arrangement au nom de l'Union européenne.

CONTENU : la présente proposition de décision vise à appeler le Conseil à approuver, au nom de l'Union européenne, l'arrangement avec la Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile.

Principales dispositions de l'arrangement : le projet d'arrangement prévoit :

- la pleine participation de la Suisse aux activités du Bureau d'appui,
- la représentation de la Suisse au conseil d'administration du Bureau d'appui en qualité d'observateur sans droit de vote,
- la contribution financière annuelle de ce pays au budget du Bureau d'appui, calculée en fonction de son PIB en tant que pourcentage du PIB de tous les États participant aux travaux du Bureau d'appui. La Suisse pourrait augmenter sa contribution en cas d'accroissement de la contribution de l'Union.

Dispositions institutionnelles : le projet d'arrangement prévoit également la création d'un comité composé de représentants de la Commission et des pays associés. Pour des raisons d'efficacité, ce comité se réunirait conjointement avec les comités correspondants institués avec les autres pays associés participant sur la base de l'article 49, paragraphe 1, du règlement. La création de ce comité a été demandée par les pays concernés afin de permettre un échange d'informations et le contrôle de la bonne mise en œuvre de l'arrangement.

Contribution financière : la Suisse contribuerait aux recettes du Bureau d'appui à concurrence d'une somme annuelle calculée en fonction de son produit intérieur brut (PIB) en tant que pourcentage du PIB de l'ensemble des États participants selon la formule décrite à l'annexe I du projet d'arrangement.

Extension du statut des fonctionnaires de l'UE aux ressortissants suisses : enfin le statut des fonctionnaires de l'UE s'appliquerait aux ressortissants suisses recrutés comme membres du personnel par le Bureau d'appui. La Suisse appliquerait au Bureau d'appui et à son personnel le protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, figurant à l'annexe II du projet d'arrangement.

Arrangement UE/Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile

2013/0422(NLE) - 25/02/2016 - Acte final

OBJECTIF : conclure un arrangement avec la Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile.

ACTE NON LÉGISLATIF : Décision (UE) 2016/350 du Conseil relative à la conclusion de l'arrangement entre l'Union européenne et la Confédération suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile.

CONTENU : par la présente décision, **l'arrangement entre l'Union européenne et la Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile** est approuvé au nom de l'Union. L'arrangement a été signé le 11 février 2014, sous réserve de sa conclusion.

Pour rappel, le [règlement \(UE\) n° 439/2010](#) du Parlement européen et du Conseil dispose que, pour mener à bien sa mission, le Bureau européen d'appui en matière d'asile, devrait être ouvert à la participation des pays qui ont conclu avec l'Union européenne des accords en vertu desquels ils ont adopté et appliquent le droit de l'Union européenne dans le domaine régi par le règlement, notamment l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse.

La Suisse a conclu avec l'Union européenne des accords en vertu desquels elle a adopté et applique le droit de l'Union européenne dans le domaine couvert par le règlement, notamment l'accord entre la Communauté européenne et la Suisse relatif aux critères et aux mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un État membre ou en Suisse.

En vertu de l'arrangement, la Suisse :

- participe pleinement aux travaux du Bureau d'appui et peut bénéficier d'actions de soutien du Bureau d'appui ;
- est représentée au conseil d'administration du Bureau d'appui en qualité d'observateur sans droit de vote ;
- contribue aux recettes du Bureau d'appui à concurrence d'une somme annuelle calculée en fonction de son produit intérieur brut (PIB) en tant que pourcentage du PIB de l'ensemble des États participants ;
- applique sa réglementation nationale concernant la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données ;
- reconnaît la compétence de la Cour de justice de l'Union européenne à l'égard du Bureau d'appui.

Un comité, composé de représentants de la Commission européenne et de la Suisse, contrôlera la bonne mise en œuvre de l'arrangement et veillera à la continuité de la fourniture d'informations et de l'échange de vues à cet égard.

Le Royaume-Uni et l'Irlande participent à la présente décision tandis que le Danemark n'y participe pas et n'est pas lié par celle-ci.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 25.2.2016.

Arrangement UE/Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile

2013/0422(NLE) - 19/03/2014 - Document de base législatif

OBJECTIF : conclure un arrangement avec la Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : conformément à une décision du Conseil, l'arrangement entre l'Union européenne et la Confédération suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile a été signé, sous réserve de sa conclusion à une date ultérieure.

Il convient maintenant d'approuver l'arrangement au nom de l'Union européenne.

CONTENU : avec la présente proposition, il est prévu d'inviter le Conseil à adopter une décision visant à approuver, au nom de l'Union européenne, l'arrangement entre l'Union européenne et la Confédération suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile est approuvé au nom de l'Union.

Le président du Conseil procède, au nom de l'Union, à la notification prévue à l'arrangement.

Le contenu matériel de l'arrangement est totalement conforme au texte de la proposition de la Commission (*se reporter au résumé de la proposition législative initiale daté du 10/12/2013*).

Dispositions territoriales : le Royaume-Uni et l'Irlande participent à la présente décision. En revanche, le Danemark n'y participe pas.

Arrangement UE/Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile

2013/0422(NLE) - 10/12/2013 - Document préparatoire

OBJECTIF : conclure un arrangement avec la Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : le [règlement \(UE\) n° 439/2010](#) a porté création du Bureau européen d'appui en matière

d'asile afin de renforcer la coopération pratique entre les États membres en matière d'asile, d'améliorer la mise en œuvre du régime d'asile européen commun et de soutenir les États membres dont les régimes d'asile et d'accueil sont soumis à des pressions particulières.

L'article 49, par. 1, de ce règlement dispose que le Bureau d'appui est ouvert à la participation, en qualité d'observateurs, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège et de la **Suisse**. Des arrangements pouvaient donc être élaborés pour définir notamment la nature, l'étendue et les modalités de la participation de ces pays aux travaux du Bureau d'appui.

La participation de ces pays apporterait une valeur ajoutée manifeste aux activités de soutien du Bureau d'appui, dont:

- l'échange de bonnes pratiques et de compétences,
- l'assistance permanente et en cas d'urgence,
- la collecte et l'analyse d'informations,
- le système d'alerte précoce et de préparation.

C'est sur cette base que la Commission a présenté, le 1^{er} juillet 2011, une recommandation au Conseil tendant à ce que celui-ci l'autorise à ouvrir des négociations avec l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein en vue de la conclusion d'accords internationaux instituant de tels arrangements.

Le 27 janvier 2012, la Commission a reçu l'autorisation du Conseil d'ouvrir des négociations avec l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein concernant des arrangements relatifs aux modalités de participation de ces pays au Bureau d'appui.

Les négociations ont été menées conjointement avec tous les pays associés. Quatre cycles de négociations ont eu lieu.

Le texte final du projet d'arrangement avec la Suisse a été paraphé le 28 juin 2013.

Il convient maintenant d'approuver l'arrangement au nom de l'Union européenne.

CONTENU : la présente proposition de décision vise à appeler le Conseil à approuver, au nom de l'Union européenne, l'arrangement avec la Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile.

Principales dispositions de l'arrangement : le projet d'arrangement prévoit :

- la pleine participation de la Suisse aux activités du Bureau d'appui,
- la représentation de la Suisse au conseil d'administration du Bureau d'appui en qualité d'observateur sans droit de vote,
- la contribution financière annuelle de ce pays au budget du Bureau d'appui, calculée en fonction de son PIB en tant que pourcentage du PIB de tous les États participant aux travaux du Bureau d'appui. La Suisse pourrait augmenter sa contribution en cas d'accroissement de la contribution de l'Union.

Dispositions institutionnelles : le projet d'arrangement prévoit également la création d'un comité composé de représentants de la Commission et des pays associés. Pour des raisons d'efficacité, ce comité se réunirait conjointement avec les comités correspondants institués avec les autres pays associés participant sur la base de l'article 49, paragraphe 1, du règlement. La création de ce comité a été demandée par les pays concernés afin de permettre un échange d'informations et le contrôle de la bonne mise en œuvre de l'arrangement.

Contribution financière : la Suisse contribuerait aux recettes du Bureau d'appui à concurrence d'une somme annuelle calculée en fonction de son produit intérieur brut (PIB) en tant que pourcentage du PIB de l'ensemble des États participants selon la formule décrite à l'annexe I du projet d'arrangement.

Extension du statut des fonctionnaires de l'UE aux ressortissants suisses : enfin le statut des fonctionnaires de l'UE s'appliquerait aux ressortissants suisses recrutés comme membres du personnel par le Bureau d'appui. La Suisse appliquerait au Bureau d'appui et à son personnel le protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, figurant à l'annexe II du projet d'arrangement.

Arrangement UE/Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile

2013/0422(NLE) - 30/11/2015 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures a adopté le rapport de Roberta METSOLA (PPE, MT) sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion de l'arrangement entre l'Union européenne et la Confédération suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile.

La commission parlementaire recommande que le Parlement européen **donne son approbation** à la conclusion de l'arrangement.

Arrangement UE/Suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile

2013/0422(NLE) - 15/12/2015 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 505 voix pour, 49 voix contre et 14 abstentions, une résolution législative sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion de l'arrangement entre l'Union européenne et la Confédération suisse sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile.

Le Parlement européen **donne son approbation** à la conclusion de l'arrangement.